

LE NOUVEAU **Politis,**

7

trimestriel

avril-mai-juin 1994 • 40F

Suisse : 12,50 Fr.
Canada : 8,50 \$ can.

la revue



Peut-on

**changer
le travail ?**

(Dejours, Dion, Thebaud-Mony, Laville, Villatte, Clot, Stanzani, Volkoff, Laurancy, Cru, Zarifian, Bidet)

M 3771 - 7 - 40,00 F-RD



Castro Amazonie et lutte de classe ★ Constantin Gagotisme et terreur ★ Ivecovitch Femmes en Ex-Yougoslavie
Broué, Pennetier, Wolikow Les archives de Moscou ★ Eyraud Le droit au logement ★ Artous Marx et l'Etat

Cardenas: Où va le Mexique ?

4 L'édito *Jacques Kergoat*

Prologue

9 Où va le Mexique ? *Cuauhtemoc Cardenas*

[Changer le travail

19 Le sens du travail *Christophe Dejours*

25 Les conditions de travail dans le textile *Léon Dion*

31 La précarité moderne *Annie Thébaud-Mony*

37 La parole, le travail et l'action *Antoine Laville*

41 Les militants du travail réel *Robert Villatte*

47 La subjectivité au travail : flattée et refoulée *Yves Clot*

51 Italie : intervenir sur les conditions de travail *Claudio Stanzani*

57 Le temps de travail, et ce qu'il y a dedans *Serge Volkoff*

61 Concevoir ensemble une rotative *Lucien Laurancy*

65 La peur de chacun et la sécurité collective *Damien Cru*

69 Productivité et emploi *Philippe Zarifian*

75 Le travail fait époque *Jacques Bidet*

● Hors champ

85 Amazonie, écologie et lutte de classe *Edna Castro*

91 Cagotisme et terreur *Patrick Constantin*

97 Les femmes dans l'ex-Yougoslavie *Rada Ivecovic*

101 Jean Renoir, citoyen *Laura Laufer*

105 Les archives de Moscou *Pierre Broué, Claude Pernetier, Serge Wolikow*

111 Le droit au logement *Jean-Baptiste Eyraud*

➡ Rebonds

117 Marx et l'Etat *Antoine Artous*

●●● Notes de lecture

123 Maurice Rajsfus : N'oublie pas le petit Jésus *Enzo Traverso*

124 Rolande Treppe : Les bourses du travail *Pierre Cours-Salies*

124 Pierre Saunier : L'ouvriérisme universitaire *Georges Ubbiali*

126 Jean-Yves Pouilloux : Rabelais *René Mouriaux*

126 Marcel Donati : Cœur d'acier, souvenirs d'un sidérurgiste *Catherine Lévy*

128 Hernando de Soto : L'autre sentier *Janette Habel*

128 Jean-Pierre Durand : Vers un nouveau modèle productif ? *Helena Hirata*

130 Alain Desrosières : La politique des grands nombres *Jean-Marie Pernet*



Amazonie

Ecologie et lutte de classe

Edna Castro est sociologue à l'université fédérale de Belém (Brésil).

A partir des années soixante-dix, l'Amazonie brésilienne a vécu des conflits qui ont conduit à penser autrement les changements dans la structure de classe et les rapports sociaux qui s'y nouent. De nouveaux acteurs appartenant aux couches populaires sont apparus, affrontant l'Etat et des secteurs de la classe dominante et leur apparition a renouvelé la trame du tissu social. Le contexte soulève un certain nombre de questions : comment appliquer la notion de classe à une société où les conflits les plus aigus ne sont pas directement liés au lieu de la production ? Sur quelles bases les travailleurs structurent-ils leurs luttes et sous quelles formes s'expriment leurs spécificités ? Des réponses peuvent se lire dans les luttes de quartier, au-

tour de revendications extrêmement diversifiées (logement, écoles, assainissement, dispensaires, etc.), à travers les manifestations de segments du salariat urbain surtout, qui réclament des améliorations dans leurs conditions de travail (ouvriers, professeurs, employés de banque, etc.) ou encore dans les mobilisations des paysans et des groupes indiens pour défendre leurs territoires, obtenir des garanties pour leur travail, que celui-ci soit indépendant ou salarié, et participer à la construction de nouveaux droits.

C'est sur ce point que les mouvements ont été les plus forts en Amazonie au cours de ces vingt dernières années. Et pourtant il a fallu un long temps avant qu'ils ne soient perçus comme mouvements politiques, comme porteurs de luttes capables de transgresser l'ordre établi. Di-

verses raisons expliquent cela, notamment l'organisation de la production sur une base familiale, extérieure au marché du travail salarié.

Comment alors ne pas être surpris par les formes variées de la confrontation et par la persistance de la lutte, économique et politique ? C'est la traduction d'une longue expérience accumulée de luttes contre l'Etat et les grandes entreprises (nationales et multinationales), menées dans l'isolement ou dans la convergence. Quelle est la nature de ces luttes ? Peut-on y percevoir des éléments objectifs et symboliques d'unification ? S'agit-il d'expressions politiques momentanées qui rencontrent leurs limites dans l'action régulatrice de l'Etat ? Enfin, en quoi ces mouvements sociaux peuvent-ils éclairer le débat sur la pertinence ou non d'une analyse

de classe ? Pour entrer dans ce débat, nous avons adopté une démarche qui distingue le champ des conflits et les formes d'organisation politique produites au sein des couches populaires. Mais il faut aussi porter l'analyse sur l'évolution des relations entre l'Etat, les entreprises et les travailleurs en prenant en compte les processus de transformation économique de cette région qui ont profondément modifié les conditions de vie et de travail à partir des années soixante-dix. Cette démarche se propose de privilégier l'analyse des structures productives et l'articulation entre production et reproduction sociale.

● Le rôle de l'Etat

A l'échelle nationale, il faut le rappeler, des changements structurels importants s'étaient produits et la participation populaire avait gagné du terrain de façon notable « à la faveur de l'entrée sur scène de nouveaux acteurs » provoquant la politisation d'autres espaces du tissu sociopolitique (1). L'évolution de ce processus va dans le sens d'une unification, sur un plan national, de luttes qui s'étaient déclenchées sous la forme de conflits localisés. D'où l'importance de comprendre la diversité des luttes, économiques, politiques et sociales, sans les réduire à l'espace salarial. Ceci suppose une révision de la notion marxiste de classe en la détachant de son lien historico-théorique avec la classe ouvrière (2).

Quant à l'Etat, pour réguler les disparités régionales et promouvoir le développement, il a pris des mesures visant à réactiver ses relations avec les structures du pouvoir local et certains segments de la population. Les plans gouvernementaux concernant l'Amazonie à partir des années soixante, moment de l'apogée du modèle axé sur le « déve-

loppement », recherchaient la mise en œuvre d'une régionalisation anonyme qui marginalisait les Etats et les municipalités et d'où ont été tout simplement exclues les organisations de la société civile, affaiblies et réduites au silence par la dictature militaire. L'Etat brésilien avait la lourde charge de prendre les décisions économiques et politiques pour définir un espace où le capital pourrait organiser l'exploitation du travail et des ressources naturelles. Pour l'administration liée au développement, il était nécessaire afin d'entrer dans la phase de croissance, de moderniser les sphères administratives et politiques. Il fallait donc imposer la voie de la rationalité bureaucratique à une oligarchie dont le pouvoir représentait un obstacle au développement, un pouvoir que les agences gouvernementales minimisaient.

Avec la découverte de richesses minières au milieu des années soixante-dix, l'Etat conçoit une politique industrielle axée sur des grands projets, avec une offre de nouvelles sources d'énergie et de gros investissements nationaux et internationaux. Cette phase est marquée par les effets de la globalisation des pratiques du capital, notamment par une exploitation plus intense du travail sur le marché local. Preuve en est la réactualisation de formes précaires de l'emploi, surtout à travers la sous-traitance, dans les projets métallurgiques (3).

Selon de nombreuses analyses, ces politiques n'atteignent même pas leurs objectifs économiques et leurs faibles résultats sur le plan social ont été mis en évidence par les mouvements, soulignant les contradictions du modèle et l'aggravation des inégalités. Malgré l'aide aux investissements directs et le développement de grands projets d'infrastructure par l'Etat, on

ne peut que constater l'accentuation de la pauvreté et l'accélération du processus d'expropriation des terres et des moyens de travail. Peu à peu, le mouvement social fait preuve de sa capacité à négocier et à entrer dans des formes de « participation sociale » au quotidien. Ce qui ne veut pas dire que ces formes de pression sur les lieux de décision aient été toujours suivies par des victoires et des gains immédiats. Les fréquents bilans tirés par les organisations locales, régionales et nationales n'occultent pas les nombreuses difficultés rencontrées.

● Des mouvements sociaux partis de la base

Ce que nous nommons sous le terme générique de mouvement social émerge de processus variés. De nature locale, à partir des syndicats ou à l'extérieur, ils constituent des unités de mobilisation importante dans la mesure où ils mettent l'accent sur les carences de la sphère de reproduction sociale et sur les impacts négatifs de la mise en œuvre des grands projets économiques sur les conditions de travail et de production. Dans un premier temps, l'organisation a pris la forme de groupes de réflexion, d'associations de quartier, de communautés ecclésiales de base, ou de commissions centrées sur un problème local avant de se mettre en quête de structures plus solides comme les syndicats, les partis politiques ou de structures nouvelles, comme les représentations politiques des nations indiennes, le mouvement des victimes de la construction des barrages, le mouvement des femmes, celui des survivants des quilombos (4), etc. Ces formes associatives constituent des espaces de « prise de conscience », des liens

1. Eder Sader, *Quando novos personagens entram em cena*, São Paulo, Paz e Terra, 1988.

2. Tony Andréani, « Qu'est-ce qu'une classe sociale ? » in *Politis, la revue* n° 5, 1993.

3. Edna Castro, « Transformations sociales et marché du travail dans la région du Programme Grande Carajás » in *Cahiers du Brésil contemporain*, n° 21, 1993.

entre la problématique locale et le niveau national, et international grâce à l'explicitation de leurs intérêts et de ceux de leurs opposants. Ces unités de mobilisation tendent d'ailleurs à unifier leurs luttes sur le plan national.

De nombreuses études ont démontré la signification de ces mouvements et leur rôle dans la contestation des politiques publiques de développement qui aggravent les conflits de classe, accentuent les inégalités et l'exclusion sociale. Si l'on accompagne dans le temps et dans l'espace les expressions conflictuelles, l'on voit par exemple que le terrain où elles se déploient s'étend vers les zones frontalières avec les pays voisins (Venezuela, Colombie et Bolivie).

De nouvelles questions se sont posées à quiconque cherche à comprendre ces luttes qui, en grande partie, se sont développées en dehors des structures organisationnelles les plus anciennes comme les centrales syndicales et les partis de gauche. Elles interrogent la notion même d'un « champ politique » strictement délimité, et appellent à examiner de plus près tous les processus de politisation des pratiques quotidiennes. Edgar Morin attirait l'attention, en 1965, sur les nouveaux processus sociaux : « Toutes les avenues du vivre et toutes les avenues de la politique commencent à s'entrecroiser, s'entrepénétrer, et annoncent une ontopolitique, concernant de plus en plus intimement et globalement l'être de l'homme » (5). Une telle perspective nous offre une autre lecture. Les anciennes formes d'organisation politique en tant qu'instruments de mobilisation de classe ont été remises en cause. D'où l'importance d'une analyse de la dynamique interne des mouvements, de leurs po-

tentialités et de la portée de leurs luttes (6). Mais il a fallu procéder aussi à une révision radicale des organisations, de leurs capacités d'action et de leurs limites pour en comprendre la diversité, la diversité des subjectivités et des identités à l'œuvre et donc le contenu des revendications qui varient selon les acteurs : associations de quartier, groupements de femmes, collectifs de paysans affectés par la construction de barrages ou l'implantation de grands projets miniers, mouvement noir, groupes indiens, etc. Toutes ces luttes s'inscrivent dans une même conjoncture politique, ce qui favorise la construction d'une unité malgré l'éventail des différences. Et les mouvements s'articulent entre eux, jusqu'à créer des alliances nouvelles comme celle qui lie les seringueiros (les travailleurs du caoutchouc) avec les nations indiennes ; elle est connue sous le nom d'« alliances des peuples de la forêt ».

● Spécificités et convergences

C'est seulement à travers la perception de l'ensemble de ces acteurs que l'on peut saisir la dynamique de classe dans cette région. Telle est l'hypothèse ici esquissée et qui affleure dans la littérature récemment écrite sur les mouvements sociaux au Brésil et en Amérique latine qui cherche à définir la nouveauté qu'elles apportent en tant qu'expression des luttes sociales de notre temps. En même temps, à partir du moment où l'on analyse ces luttes comme luttes de classe, l'on est confronté à bien des difficultés théoriques (7) : c'est un défi intellectuel auquel se sont confrontés de nombreux intellectuels brésiliens à partir de leurs analyses sur la nature des luttes sociales au Brésil durant les années soixante-dix et

quatre-vingt (8).

Les expériences vécues qui permettent aux acteurs de s'affirmer en tant que sujets face à des situations très différenciées ont nécessité d'avancer dans le débat classique opposant accès au droit et signification du droit, localisme et universalisme (9). Il faut un long exercice dans l'apprentissage de la pratique politique, souvent à travers la pédagogie de l'« essai et de l'erreur », pour découvrir les éléments unificateurs dans les situations concrètes de conflit. Il faut apprendre les modes d'accès aux codes de la société nationale, aux ressources du système juridique formel, à la logique des procédures administratives, et développer un savoir-faire dans la négociation économique et politique face aux parties adverses (grandes et moyennes entreprises et instances de l'Etat). Cette pédagogie constitue sans aucun doute un des apports nouveaux de ces mouvements (10). De telles avancées ne se produisent pas sans conflits ni sans l'apparition de dissensions fortes à l'intérieur du mouvement lui-même, jusqu'à l'expression d'un certain degré de désenchantement face aux espoirs nourris et aux gains concrets obtenus. Mais les revendications et les actions menées par les syndicats et les mouvements sociaux n'ont pas seulement contribué à l'élargissement des terrains de lutte et à la définition de la spécificité des acteurs concernés, elles ont aussi favorisé la conquête d'espaces concrets de décision et d'action.

Les acteurs des mouvements au niveau régional s'identifient avec les mouvements nationaux, y compris en incorporant des objectifs visant à la recreation d'un nouveau droit (Cf. le débat sur la signification du droit, sur la production d'un droit alternatif, et donc de la citoyenneté. Elizabeth Souza Lobo, dans ses tra-

4. *Villages fortifiés d'esclaves fugitifs, souvent situés dans des zones difficiles d'accès.* (NDT).

5. *Edgar Morin, Introduction à la politique de l'homme, Paris, Le Seuil, 1965.*

6. *Voir, par exemple, les travaux d'E. Souza-Lobo sur les mouvements de femmes, d'Ana Clara Torres et Luis A. Machado à propos des mouvements urbains et d'Ilse Scherer Warren sur les mouvements paysans au Brésil.*

7. *Paola Capellin, « Nouvelles formes de conflictualité sociale et démocratie au Brésil » in Bérengère Marquês Pereira (coord.) L'Amérique vers la démocratie ? Bruxelles, Complexe, 1993.*

8. *Voir les travaux de Eder Sader, Vera Telles, E. Souza-Lobo et Paolo Capellin entre autres.*

9. *Luiz Fernando Duarte, « Légalité et citoyenneté dans le Brésil urbain contemporain » in Cahiers du Brésil Contemporain n° 17, 1992.*

10. *Edna Castro, « Resistência dos atingidos pela barragem de Tucuruí e construção de identidade » in Castro, E. & Hébette, J.- Na Trilha dos.*

11. E. Souza Lobo, *A classe operaria tem dois sexos*, (Trabalho, dominação e resistência), São Paulo, Ed. Brasiliense, 1991.

12. Vera da Silva Telles, *A cidadania inexistente : incivilidade et pobreza*, São Paulo, USP, thèse de doctorat, 1992.

13. Helena Hirata et Danièle Kergoat, « La classe ouvrière a deux sexes » in *Politis*, la revue n° 4, 1993.

vaux, met l'accent sur des formes de luttes, inexistantes jusqu'alors, qui se développent dans les espaces variés de la vie quotidienne et où les acteurs agissent sur des fronts multiples (11), favorisant ainsi la convergence des pratiques politiques. Ceci signifie que cette variété de luttes politisent en même temps différents champs du social. Et leur perdurance a permis leur amplification et la création d'alliances au niveau international comme l'ont fait les nations indiennes du continent.

● L'affrontement avec l'Etat

Le mouvement contre les barrages, qui mène au Brésil des luttes extrêmement fortes, a protesté contre l'exclusion de la population locale du processus de décision concernant la politique du secteur électrique. Inscrite dans un programme qui prévoyait pour l'Amazonie l'installation de dizaines de centrales hydroélectriques, l'usine de Tucuruí, sur le Rio Tocantins, avec un coût de quatre milliards de dollars pour une production de 8 000 MW, fournit de l'énergie subventionnée aux projets industriels (fer, bauxite, aluminium) sans que, sur 900 km, les dizaines de municipalités qu'elle traverse y aient accès. Les pressions exercées par les organisations de travailleurs et des groupes ethniques ont ici joué un rôle important dans la redéfinition des pratiques d'intervention et de régulation de l'Etat. L'organisation des travailleurs affectés par les travaux s'est d'abord appuyée sur l'Eglise catholique (la Commission pastorale de la terre) et sur la Confédération nationale des travailleurs ruraux mais, dans le processus même de la lutte, elle s'est dotée d'une représen-

tation propre, occupant un espace significatif à l'intérieur des syndicats ruraux. Le mouvement s'est étendu à toute la région et a contribué à la construction d'un mouvement national contre les barrages.

De telles expériences peuvent être rapprochées des situations que connaissent le Canada et l'Inde et qui ont été déclenchées par des politiques publiques arbitraires ayant des enjeux locaux. Ces acteurs ont eu des parcours difficiles et la mort a frappé nombre des leaders les plus importants du mouvement syndical et du mouvement social, hommes et femmes, preuve, s'il en est, de l'intensité des conflits.

Procéder à l'analyse de cette dynamique n'est pas chose simple car elle se construit à travers une succession de mouvements de flux et de reflux où les rapports de force dessinent des équilibres provisoires. Il s'agit d'élaborer sans arrêt des stratégies différentes de négociation, un jeu de relations entre les mouvements sociaux, les entrepreneurs et les instances du pouvoir. L'Etat modifie ses pratiques. Il met en place des consultations populaires qui s'accompagnent souvent d'une politique de cooptation vivement dénoncée par le mouvement. Il réduit l'activité des organismes de planification en Amazonie, semble aller vers un recul de l'action étatique. Ces tendances sont encore à l'état d'ébauche, mais l'on en voit déjà des effets, par exemple un renouvellement des modes d'exercice du pouvoir qui permet l'expansion et l'organisation d'une structure plus souple à l'échelle des municipalités.

Sans aucun doute, la lutte des classes en Amazonie se développe dans la diversité, mieux, à travers la diversité. Sa force ne réside pas dans l'identité du lieu de production, l'usine ou l'en-

treprise agricole, mais dans la convergence d'un ensemble d'éléments constituant une dimension de vie commune à tous. Elle relève de la culture du travail mais aussi d'un mode de vie, du partage de situations d'exclusion sociale, d'inégalité, d'illégitimité, de négation des droits de citoyenneté (12).

● Les différences de genre

Les représentations de cette exclusion, l'indignation qu'elle suscite, diffèrent selon les sexes à cause de la division sociale et sexuelle à l'œuvre dans la société. Les travaux de Helena Hirata et de Danièle Kergoat ont démontré comment cette catégorie d'analyse donnait d'autres dimensions à la notion de classe qui imposent que soit radicalement repensé le concept de domination. Leurs réflexions sur la classe ouvrière, tout en réaffirmant l'existence des classes sociales, s'appuient sur les deux rapports sociaux de classe et de sexe qui « se recouvrent l'un et l'autre. Il faut souligner le caractère subversif de cette proposition par rapport au mythe de l'unité (politique) de la classe ouvrière, de sa solidarité organique et de son intégration sociale » (13).

La différence de genre a été aussi rendue visible par les groupes de femmes des zones urbaines et rurales de l'Amazonie. Dans les associations de quartiers, le syndicat, ou dans les associations de travailleuses relevant de diverses activités, les femmes ont recherché à formuler concrètement leurs stratégies collectives, en articulant sphère de la production et sphère de la reproduction. Elizabeth Souza Lobo considère que les luttes des femmes au Brésil recouvrent une variété de mouvements sociaux qui conver-

gent sur des revendications démocratiques, et elle cite le mouvement des femmes pour l'amnistie et le mouvement contre la vie chère (14). Le mouvement des femmes amazoniennes qui cassent les noix de coco s'est approprié un espace différent en se dotant d'une forme propre d'organisation et d'une expression publique spécifique. En dehors de la lutte pour la terre menée par le syndicat, elles ont affirmé leurs différences en créant une association où elles peuvent développer des réflexions sur les rapports de domination entre les hommes et les femmes à l'intérieur du groupe domestique et dans le syndicat lui-même. Il y a là édification d'un pouvoir de base forgé dans la pratique quotidienne de luttes multiples (15).

Cette atomisation des pratiques politiques des femmes favorise, à l'intérieur du tissu socio-politique, la création de liens identitaires entre les différents acteurs. En même temps la pression se développe sur les différents niveaux par lesquels passent les politiques publiques, qu'il s'agisse des entreprises ou de l'Etat, et utilise un nouveau langage. La dynamique des rapports avec l'Etat est au cœur des affrontements dans la région, en raison des politiques publiques et de la gestion du travail et du territoire menée par les entreprises publiques. Mais la cible des revendications change. Celles-ci étaient d'abord présentées globalement au niveau ministériel ; elles furent ensuite dirigées sur les organismes compétents, en fonction de la nature même de la revendication, entraînant des actions plus directes. Ainsi, le conflit provoqué par la construction de la centrale hydroélectrique de Tucuruí, qui a duré douze ans, a mis principalement en cause Eletro-norte, une entreprise d'Etat ; les travailleurs de Parauapebas lut-

tent contre les décisions prises par la compagnie Vale do Rio Doce qui les affectent directement ; des groupes indiens cherchent à contrôler les actions de la Funai, cet organisme d'Etat chargé des affaires indiennes. La dynamique des rapports avec l'Etat et ses entreprises révèle l'existence de nouvelles stratégies à travers lesquelles les mouvements syndicaux et populaires trouvent les voies d'accès aux canaux institutionnels.

De nouveaux défis

La conjoncture politique et le désir de modernité dans un pays comme le Brésil créent de nouveaux liens entre l'Etat et les entreprises qui mènent une politique de préservation du milieu. Mais leur mode d'intervention est contesté par les groupes qui en subissent les conséquences. L'Institut brésilien de l'environnement (Ibama) adopte des mesures qui, en ne prenant pas en compte les problèmes sociaux et politiques posés par les mouvements sociaux, renforcent la violence des pratiques d'exclusion. La compagnie Vale do Rio Doce, une des plus grandes entreprises publiques du pays, se proclame, au cœur de l'Amazonie (16), « maître en écologie », alors qu'elle expulse des paysans des terres publiques, qu'elle est en conflit avec des groupes ethniques et qu'elle provoque la dégradation de l'environnement dans le Carajas. Comme l'idéologie écologique trouve un écho planétaire légitimateur, les revendications des mouvements ont plus de difficulté à se faire entendre et doivent faire face à un nouveau défi politique. En outre, le débat international sur l'environnement fait de l'Amazonie le point de mire d'intérêts multiples, le lieu d'une discussion qui manque quelque peu

de clarté (17). Face à cet enjeu, les mouvements sociaux se trouvent dans le besoin impératif de : décodifier les discours et les pratiques actuelles de l'Etat et des secteurs dominants ; établir de nouvelles alliances internationales en articulant la question sociale à l'écologie ; réinventer d'autres pratiques et d'autres formes d'organisation et de défense.

Les tensions avec l'Etat ont augmenté lorsqu'ont été décrétées « zones de préservation de l'environnement » des terres appartenant à des groupes ethniques ou à des paysans. La réserve biologique et forestière du Trombetas, dans l'état du Para, recouvre une rive du fleuve Trombetas, une zone de 387 000 ha. Elle a été décrétée « zone de préservation de l'environnement » à la suite de l'installation de grands projets d'exploitation de la bauxite et de l'annonce du projet de construction d'usines hydroélectriques. De telles mesures de contrôle sur l'eau et la forêt empêchent la reproduction de la petite production agricole et la cueillette des châtaignes auxquelles s'adonnent des familles qui résident là depuis plus de cent ans. Leur mode de vie est structuré par leur relation avec l'écosystème. Et quand celui-ci est modifié par des interventions économiques ou par l'appropriation privée des ressources, cela affecte profondément les structures sociales, psychiques, économiques et culturelles qui sont à la base de leur existence individuelle et collective. Il faut recourir à une nouvelle grille de lecture des rapports entre les classes sociales pour pouvoir mesurer, si cela est possible, les pertes (subjectives, objectives, conscientes, inconscientes, etc.) subies par la population locale.

Les mouvements populaires interprètent de telles actions, qui s'étendent à tout le territoire

14. E. Souza Lobo, op. cit

15. Danièle Kergoat, dans le cas de la Coordination infirmière en France montre comment « les rapports sociaux de sexe concourent à formuler les objectifs de lutte, objectifs qui peuvent devenir alors des enjeux collectifs pour les hommes et pour les femmes ». Danièle Kergoat et alii., *les Infirmières et leur coordination*, Paris, Ed. Lamarre, 1992. p 122.

16. Denis Hautin-Guiraut, « La grande mine "écologique" de Carajas » in *Le Monde*, 7/09/1993.

17. Edna Castro et Rosa Acevedo, « Amazonia oriental : territorialidade e meio ambiente » in Lena Lavinhas et alii., *Reestruturação do espaço urbano e regional no Brasil*, São Paulo, Anpur/Hucitec, 1993.

18. Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" » in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 52-53, 1984.

19. Joan Martinez-Alier, « Ecological history : examples from the Andes et other region » in Luis Aragon (coord.), *A desordem ecológica na Amazônia*, Belem, Unamaz, 1991.

20. Pierre Cours-Salies, « Quelques faits et des questions » in *Politis, la revue* n° 4, 1993.

amazonien, comme une nouvelle forme d'appropriation des ressources naturelles par les entreprises sous couvert d'un discours de préservation diffusé officiellement par l'Etat. Et ces pratiques ont permis l'expulsion de groupes sociaux de terres sur lesquelles ils disposaient d'un droit d'ancienneté, garanti par le temps de résidence. Ces groupes considèrent qu'il y a eu de la part de l'Etat appropriation de leurs terres de travail. Et les nouveaux rapports nés du discours de la préservation expliquent l'augmentation des tensions et le nombre des conflits.

Chico Mendes et le mouvement des seringueiros, au Brésil, le mouvement Chipko en Inde, les autochtones au Canada, comme bien d'autres, ont clairement exprimé leurs intérêts en ce qui concerne la préservation de l'environnement ; ils n'ont pas eu, pour cela, besoin de recourir à un savoir scientifique en écologie ou à des propositions de préservation se référant à la « thèse » de la biodiversité ; ils

ont mené des affrontements directs contre un système de domination et d'exclusion, dans le cadre d'une lutte de classe visant à reconstruire des droits.

Une approche qui intègre la question des différences, de genre, de culture, d'identités, est essentielle si l'on veut comprendre les fondements du pouvoir et l'élargissement du champ politique dans nos sociétés contemporaines (18). Les mouvements qui ont déferlé dans l'Europe des années soixante imposaient une vision non dogmatique des luttes sociales, mettant fortement en question les schémas explicatifs savants. C'est également un fait que les événements des années quarante et quatre-vingt-dix liés à la globalisation de l'économie, à la tendance à la baisse du taux de croissance, aux changements dans la production et dans la gestion du travail, affectent profondément les formes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière. Par ailleurs, les entreprises, pour faire face à la crise

économique, cherchent à réduire les coûts des matières premières, de l'énergie et du travail en faisant supporter de plus en plus les coûts de production par l'environnement. En modifiant les formes d'appropriation de l'eau, de la terre et de l'air, comme de la vie sociale qui en découle, elles modifient aussi les formes de la lutte de classe (19). Certes, sur ces nouveaux rapports, sur ces nouveaux contenus des luttes de notre temps nous avons encore à apprendre et nous sommes d'accord avec ce que dit Pierre Cours-Salies : « Ce qui paraît lointain aujourd'hui peut devenir le combat politique de demain » (20). Divers mouvements sociaux incorporent de plus en plus la dimension de l'écologie politique, une construction sociale qui synthétise, sans aucun doute, un des questionnements les plus profonds de notre société contemporaine.

Edna Castro 